

Unité interdépartementale des Alpes du Sud  
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph  
04100 Manosque

Manosque, le 30/08/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Carrières et Ballastières des Alpes**

Le Plan de Vitrolles  
05110 Vitrolles

Références :DEP-MAN-2024-00123  
Code AIOT : 0006407883

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/02/2024 dans l'établissement Carrières et Ballastières des Alpes implanté CBA carrière Le Pin Le Pin 05110 Curbans. L'inspection a été annoncée le 08/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a eu lieu dans le cadre du projet de renouvellement de l'autorisation et des conditions de remise en état.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrières et Ballastières des Alpes
- CBA carrière Le Pin Le Pin 05110 Curbans
- Code AIOT : 0006407883
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière alluvionnaire (4 ha en extraction), à ciel ouvert et hors d'eau, en rive gauche de la Durance au lieu dit « Le Pin » sur la commune de Curbans.

Cette carrière est destinée à l'approvisionnement des installations de plan de Vitrolles en complément de la carrière de Lardiers et Valença. La partie supérieure extraite est utilisée en partie pour le remblayage de la carrière de Lardiers et Valença.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative, déclaration de cessation d'action d'activité, renouvellement de l'autorisation.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle            | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|------------------------------|------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative     | Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 2    | Sans objet        |
| 2  | Situation administrative     | Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3    | Sans objet        |
| 3  | Situation administrative     | Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3.4  | Sans objet        |
| 4  | Remise en état               | Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 6.12 | Sans objet        |
| 5  | Protection du milieu naturel | Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.2  | Sans objet        |
| 6  | Commission de suivi          | Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 9    | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection reste dans l'attente du dépôt de la demande de renouvellement et extension de l'autorisation d'exploiter, de la cessation partielle d'activité avec mise en sécurité.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, durée autorisation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'article 3, 2 <sup>e</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014-181 bis en date du 06 février 2014 est abrogé et remplacé par le présent article ; L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 11 années à compter de la notification de l'arrêté n°2014-181 bis en date du 06 février 2014, remise en état incluse. Dans tous les cas, l'arrêté d'autorisation cesse à compter du 5 février 2025. Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection du 12/02/2024, l'Inspection a constaté que:<br>la durée de l'autorisation en cours Arrêté Préfectoral 2014-181 bis du 6/02/2014, complété par l'arrêté complémentaire 2023-165-005 du 14/06/2023 cesse de produire effet au 5/02/205.<br>L'article 3.4 de l'arrêté complémentaire du 14/06/204 stipule:<br><i>"En cas de demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation environnementale, l'exploitant dépose deux ans au moins avant la date d'expiration de cette autorisation un nouveau dossier d'autorisation environnementale.</i><br><i>En cas de non-renouvellement de la nouvelle autorisation, l'exploitant, conformément à l'article 6.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014-181 bis du 6 février 2014 et de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, adresse au plus tard six mois avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification et un dossier de cessation d'activité et entreprend la finalisation de la remise en état."</i><br>Cette demande de renouvellement n'a pas encore été déposée. Les opérations de remise en état |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>n'ont pas encore débutées.</p> <p>L'exploitant prévoit de renouveler et d'étendre l'exploitation de cette carrière. Un dossier de demande d'autorisation environnementale est en cours de finalisation et sera déposé au plus tard au 30/09/2024.</p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant de déposer son dossier de renouvellement au 30/09/2024 ou de déclarer la cessation d'activité et de remettre en état comme défini dans l'arrêté du 6/02/2024.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

## N° 2 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garantie financière                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.1 Montant de la garantie financière Le montant a été établi pour la période de prolongation d'activité d'une durée de 3 ans. Le montant de la garantie financière permettant d'assurer la remise en état de la carrière est de période Montant de la garantie financière 02/2022-02/2025 65 228 € 3.2 Justifications L'attestation de constitution de ces garanties financières sera adressée au Préfet et une copie sera adressée à l'Inspection de l'Environnement (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) dans les deux mois suivant la notification du présent arrêté. 3.3 Actualisation et révision de la garantie financière Les modalités de révision ou de renouvellement de la garantie financière de l'article 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014-181 bis du 6 février 2014 restent applicables.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 12/02/2024 l'Inspection a constaté que les garanties financières (GF) ont été constituées le 6/09/2023 et expire le 14 06/2028.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |

## N° 3 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Fin d'exploitation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas de demande de prolongation ou de renouvellement de l'autorisation environnementale, l'exploitant dépose, deux ans au moins avant la date d'expiration de cette autorisation, un nouveau dossier d'autorisation environnementale. En cas de non-renouvellement de la nouvelle autorisation, l'exploitant, conformément à l'article 6.12 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014-181 bis du 6 février 2014 et de l'article R.512-39-1 du Code de l'environnement, adresse au plus tard six mois avant la date d'expiration de l'autorisation, une notification et un dossier de cessation d'activité et entreprend la finalisation de la remise en état.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a prévu de renouveler l'autorisation d'exploiter la carrière d'ici fin septembre 2024. Un dossier est en cours de finalisation ( pb foncier, en attente du contrat de forage) . Il est attendu de la part de l'exploitant de déposer le dossier au plus tard le 30/09/2024.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 4 : Remise en état

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 6.12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Situation remise en état                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La remise en état du site est conduite conformément aux principes d'aménagement contenus dans le dossier de demande d'autorisation. Elle est coordonnée à l'exploitation par tranche annuelle successive et sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf en cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter. Elle comprend le remblaiement partiel des zones exploitées avec les matériaux inertes du site (stériles d'exploitation et stériles de décapage) sur une épaisseur d'au moins 1 m. Un plan de masse illustrant l'avancée des zones de remblais sera actualisé chaque année. En fin d'exploitation, le talus d'exploitation périphérique sera adouci selon une pente 3/1. Les derniers stocks de découverte seront régalez sur le carreau d'exploitation. Le carreau final sera modelé afin de donner un caractère naturel au site. Il aura une légère pente vers la Durance, pour faciliter les écoulements. Il fera l'objet d'une végétalisation par des essences locales caractéristiques du milieu environnant. Les plantations se feront selon une densité forte de l'ordre de 1000 plants/ha avec des petits plants de conifères et feuillus et une densité de l'ordre de 400 plants/ha d'arbustes et d'arbres. Le ravin de la Combe sera restitué. Les berges latérales seront reconstituées. Un talus d'accompagnement sera constitué d'enrochements afin de garantir la stabilité. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection du 12/02/2024, l'Inspection a constaté que: <ul style="list-style-type: none"><li>• l'exploitant prévoit de renouveler l'autorisation d'exploiter,</li><li>• les travaux de remise en état n'ont pas encore débuté,</li><li>• l'exploitant envisage de procéder à une cessation partielle sans libération des terrains avec une mise en sécurité du site,</li><li>• les opérations de remise en état de cette autorisation seront reprises dans la nouvelle demande d'autorisation environnementale.</li></ul> Il est attendu de la part de l'exploitant de déposer la nouvelle demande au plus tard le 30/09/2024.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 5 : Protection du milieu naturel

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 8.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des milieux sensibles                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les buses du passage à gué sont positionnées horizontalement et enterrées de 30 cm avec leur fond recouvert de graviers. Le passage est submersible par les hautes eaux et n'empêche pas le libre écoulement des eaux et la libre circulation de la faune aquatique. Il est constamment entretenu pour éviter les risques d'obstruction et d'engrèvement. Un désengrèvement ponctuel est opéré à la suite de l'augmentation du débit de la Durance. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection du 12/02/2024, l'Inspection a constaté la mise en place du busage constituant la passage à gué sur la Durance.<br>Ce busage est contrôlé par le service de l'OFB et a fait l'objet d'un contrôle.<br>Cependant, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du contrôle effectué par l'OFB par la                                                                                                                                        |

|                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| production d'un rapport ou d'une attestation;<br>Il est attendu de la part de l'exploitant de demander une traçabilité à l'OFB de la conformité de l'ouvrage busé. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                       |

**N° 6 : Commission de suivi**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2014, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Commission Locale de Suivi et de Concertation                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une Commission Locale de Suivi et de Concertation est mise en place. Elle est au moins composée d'un représentant: • de l'exploitant ; • de la commune de Curbans; • des associations de riverains ; • de la DREAL. Cette commission se réunit au moins une fois par an à l'initiative de l'exploitant ou à la demande du Préfet des Alpes de Hautes-Provence. Son rôle est d'examiner les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection du 12/02/2024 l'Inspection a constaté que la Commission Locale de Suivi et de Concertation n'a pas été mise en place.<br>Il est attendu de la part de l'exploitant la mise en place et la tenue de cette commission locale avant le 30/11//2024.                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |